

Je ne veux pas dire que la situation au Canada n'est pas difficile. Je prétends juste que cette situation grave ne se pose pas pour le Canada seulement. Il s'agit d'une crise mondiale. Je veux dire que le gouvernement canadien ne doit pas être condamné pour ne pas pouvoir éliminer un phénomène mondial.

[Français]

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable ministre, mais son temps de parole est écoulé.

A moins que la Chambre n'y consente, l'honorable ministre ne pourra poursuivre son discours.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur suppléant: D'accord.

[Traduction]

Des voix: D'accord.

L'hon. M. Pepin: Je serai bref. Je vois que certains députés d'en face sont assoupiés. Ils ont travaillé dur, mais ceci étant mon quatrième discours, je suis vraiment en forme.

Voyons donc nos exportations. Elles dépasseront 300 millions de boisseaux pour cette année-récolte. L'an dernier elles ont atteint 335 millions de boisseaux, soit un rien de plus que la moyenne des années 1958 à 1962, soit 323 millions de boisseaux. Je le répète, monsieur l'Orateur, que pour juger d'une situation il faut la comparer à la normale, et non à l'exceptionnel. J'ose dire que de 1963 à 1967 le Canada a profité de ventes exceptionnellement bonnes de blé, mais rien dans le testament du Père Adam—que j'ai lu—ne dit que l'URSS devra avoir de mauvaises récoltes chaque année pour faire le bonheur des fermiers canadiens. Ainsi, on juge d'après la moyenne, qui pour la période quinquennale 1958 à 1963 se chiffre à 323 millions de boisseaux, et nous nous en rapprochons cette année. Si l'Union soviétique avait acheté les 135 millions de boisseaux qui restent aux termes du présent accord, ou même si elle n'en avait pris que la moitié, 75 millions de boisseaux, nous aurions eu une très bonne année. Je ne vois donc pas pourquoi le chef du NPD blâme le gouvernement de son peu de succès pour la vente de blé. Il faudrait voir les choses sous leur vrai jour.

J'aurais aimé faire bien d'autres observations ce soir, monsieur l'Orateur. Je voulais dire en terminant que ce problème n'est pas un problème exclusivement canadien. C'est une situation universelle. Le marché n'est plus ce qu'il était il y a deux, trois ou cinq ans. La concurrence est devenue impitoyable.

[L'hon. M. Pepin.]

Les récoltes ont été magnifiques partout dans le monde. L'avantage est à l'acheteur. Certains pays importateurs se suffisent maintenant à eux-mêmes; d'autres sont même devenus petits exportateurs. Je suis d'accord avec le député de Saskatoon-Biggan (M. Gleave) lorsqu'il dit que nous devons guider notre conduite à la lumière d'une situation plus normale des ventes et non à la lumière d'une situation exceptionnelle.

J'aurais aimé parler de l'Arrangement international sur les céréales et surtout répondre à certains points soulevés par le député de Crowfoot (M. Horner). Lorsque j'écoute ses propos, je pense toujours que si l'esprit et la facilité de parole pouvaient accomplir ce que nous voulons, il serait réellement un as. J'aurais aimé faire l'historique de l'Arrangement international sur les céréales et parler des grands efforts qui ont été déployés pour protéger l'arrangement international en dépit des circonstances changeantes et difficiles.

J'aurais aimé parler des fonctionnaires qui sont allés à Canberra, à Washington et à Londres; de la réunion du ministre avec le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, ainsi que de la réunion du ministre de l'Agriculture (M. Olson) avec son homologue des États-Unis. J'aurais aimé parler des entretiens que j'ai eus avec le ministre du Commerce d'Australie (M. McEwan) et avec le ministre de l'Agriculture du Japon. Le premier ministre (M. Trudeau) a rencontré le président Nixon et le premier ministre Gorton, et des instances ont été présentées à la France et la CEE. Nous avons tenté tout ce qui était possible pour maintenir cet accord international important qui sert les intérêts bien compris du Canada.

Si l'Arrangement international sur les grains échoue, ce ne sera pas parce que l'appui des Canadiens aura manqué, ce ne sera pas parce que les Canadiens n'auront pas payé le prix nécessaire pour le maintenir. En ce 17^e jour de juin, il est facile de dire qu'il aurait fallu procéder différemment. C'est de la sagesse à retardement, l'article qui se vend le moins cher sur le marché canadien à l'heure actuelle.

J'aurais terminé en énumérant les différentes recommandations présentées au gouvernement. Ce soir, le député de Crowfoot en a mentionné neuf. J'aurais essayé de démontrer les difficultés que pose chacune. J'aurais cherché à montrer que la plupart présentent deux aspects différents. J'aurais tenté de signaler au ministre de l'Agriculture et au peuple canadien que la plupart de ces recommandations présentent certains inconvénients. Mais,